

Margot Enz Kuhn

J'étais furieuse – et maintenant?




Le 1^{er} avril 2006, plus de 10 000 personnes réunies sur la Place fédérale partageaient mes émotions. J'ai commencé mon discours par les mots suivants: *«Je suis furieuse! Furieuse contre les politiciens, contre les autorités, contre les représentants des caisses-maladie et contre les partenaires tarifaires! Ils insistent sans cesse sur le rôle central de la médecine de famille dans le système de santé, mais*

dans les moments déterminants, ils nous laissent tomber. Nous sommes aujourd'hui réunis ici, sur la Place fédérale, pour qu'ils passent enfin des paroles aux actes! L'enjeu est énorme, énorme: Il en va de notre avenir!»

Dans ce discours, je n'ai pas uniquement laissé éclater ma colère, mais j'ai également exprimé les sentiments de nombreux collègues. Il s'agissait d'un sentiment collectif de frustration, de déception et d'exaspération. Malgré les grandes divergences d'attitude et d'opinion dans nos propres rangs, cela nous a soudés au cours de ces dernières années, dans le sens où nous avons défendu ensemble notre cause commune.

A l'époque, nous étions tous d'accord au sein du Comité de la SSMG qu'une protestation à elle seule ne suffisait plus. Nous voulions pourtant améliorer la situation de la médecine de famille et enrayer la pénurie menaçante. C'est réellement grâce à cette énergie émotionnelle que les étapes suivantes ont pu être amorcées. A notre entrée sur la grande scène politique, nous avons d'abord dû faire les frais de notre inexpérience. Nous devons trouver des partenaires fiables et nouer des alliances politiques, car le Conseiller fédéral Couchepin ne s'est pas laissé impressionner par notre manifestation et par la pétition comptant plus de 300 000 signatures. Il était indispensable que les médecins de famille fassent preuve de force et de cohésion. C'est peut-être justement l'aplomb de l'ancien chef du Département fédéral de l'intérieur qui, avec ses interventions persistantes au détriment de la médecine de famille, nous a véritablement permis d'unir les forces politiques au sein de nos propres rangs, jetant ainsi les bases pour l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille».

La création de l'association professionnelle «Médecins de famille Suisse», le 17 septembre 2009, a permis une réelle percée sur le plan de la politique intérieure. Cette étape a exigé de la part des forces vives représentant la médecine de famille de faire preuve d'un grand sens du compromis. Mais nous sommes finalement parvenus à faire passer les intérêts particuliers – qui étaient abondants et qui existent toujours – après notre intention commune. Une étape remarquable et déterminante! Ce n'est qu'ainsi qu'a pu être établie la véritable plateforme pour le renforcement de la médecine de famille, qui nous a ensuite permis de nous positionner en tant que partenaire fiable et crédible pour toutes les questions relatives à la politique de santé.

Il s'agissait de la condition essentielle au succès de tous les processus ultérieurs.

Notre colère commune a également rapproché notre combativité, ce qui a finalement permis de déposer, le 1^{er} avril 2010, l'initiative populaire «Oui à la médecine de famille» avec plus de 200 000 signatures. Lors du processus parlementaire qui s'en est suivi, nous avons bénéficié d'un vaste soutien. Avec le Conseiller fédéral Alain Berset, les choses ont aussi enfin commencé à bouger à l'OFSP. La consolidation de «Médecins de famille Suisse», et avant tout la droiture et le sérieux dont l'association a su faire preuve dans d'autres questions politiques, ont renforcé notre position vis-à-vis de la politique de santé nationale. C'est ainsi que la commission de la santé publique du Conseil des Etats a mis en marche la suite du processus. Elle a exigé un paquet de mesures devant résumer les principales étapes en vue de la promotion de la médecine de famille à tous les niveaux (Confédération, cantons et communes): le Masterplan était né. Celui-ci a repris la plupart des revendications de notre initiative, ce qui nous a permis de la retirer au profit du contre-projet plus vaste pour un article constitutionnel «Soins médicaux de base».

Il y a néanmoins eu de nombreux hauts et bas émotionnels le temps d'en arriver là. La collaboration constructive avec le Conseiller fédéral Berset, le Parlement, les cantons et les autres parties impliquées a nourri la foi en un avenir de la médecine de famille qui soit durable et construit ensemble, instaurant un climat d'espoir et de confiance lors des négociations. Sans cette discussion compliquée et finalement infructueuse entre les partenaires tarifaires, il y aurait eu un «happy end». En fin de compte, nous sommes très rapidement rattrapés par la réalité lorsqu'il est question d'argent. Les assureurs, Hplus, la CTM et la FMH soutiennent les revendications des médecins de famille, mais seulement tant que cela ne les oblige pas à faire des concessions. Aujourd'hui, cette question suscite encore de l'indifférence au sein du corps médical, même dans nos propres rangs.

Mais finalement aujourd'hui, mes mots de colère prononcés il y a près de 8 ans ont laissé la place à l'espoir et à la confiance que le 18 mai 2014, nous écrivons un nouveau chapitre à succès de l'histoire de la médecine de famille. Le contre-projet parlementaire pour les soins médicaux de base mérite tout notre soutien et il exige de la part de nous tous un grand engagement dans la bataille de la votation. Seul l'article constitutionnel garantira une action durable du Masterplan – au-delà du mandat du Conseiller fédéral Alain Berset et des parlementaires qui se montrent aujourd'hui bienveillants à notre égard!

Correspondance:

Dr Margot Enz Kuhn

Fachärztin für Allgemeinmedizin FMH

Kurplatz 3

5400 Baden

margot.enzkuhn[at]hin.ch